

La crise du logement s'accroît en Bretagne

Tous les indicateurs sont au rouge. La région, jusqu'ici bonne élève, voit son parc social se dégrader. La Fondation Abbé-Pierre tire le signal d'alarme.



Stéphane Martin, directeur Bretagne de la Fondation Abbé-Pierre.

La Fondation Abbé-Pierre pour le logement des défavorisés vient de réunir, à Brest, les 260 acteurs, élus et associations, du logement social en Bretagne. Autour de son rapport 2015 sur l'état du mal-logement. Un rapport préoccupant : au cours des deux dernières années, la Bretagne, jusqu'ici bonne élève pour le logement, a été rattrapée par la crise.

« **Tous les indicateurs sont désormais au rouge** », pointe Stéphane Martin, directeur Bretagne de la Fondation Abbé-Pierre.

La construction recule

Le repli de la construction est plus accentué qu'au niveau national. En deux ans, l'économie bretonne a perdu 11 000 emplois. La Bretagne est devenue la 3^e région par le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA). Les besoins bretons en logements, entre 2011 et 2017 sont estimés à plus de 328 000, soit un rythme de 33 000 nouveaux logements par an. Mais le niveau de la construction est tombé au plus bas depuis 1997, avec seulement 19 000 logements commencés en 2013. Quant à l'habitat indigne (hygiène, chauffage), il reste estimé à 78 000 logements, avec une forte concentra-

Les chiffres clés du mal-logement en Bretagne

78 000 logements indignes

73 400 allocataires du RSA en 2013 (+ 8,3 %)

7 000 personnes vivent en habitations mobiles ou sont sans abris

42 000 demandes d'hébergement d'urgence en 2013 (pour la seule Ile-et-Vilaine)

Une nette diminution de la construction neuve (en 2013)

Nombre de logements autorisés **22 700** → - 14 %

Nombre de logements commencés **19 600** Le plus bas niveau depuis 1997

Nombre de logements démarrés **12 800** → - 2 %

Source : Fondation Abbé Pierre.



O.F. - Photo : Franck Dubray.

tion en Centre-Bretagne...

Associations fragilisées

« **Un point de rupture** », estime Stéphane Martin, au moment où « les collectivités locales, compétentes et volontaristes, voient leurs finances en baisse ». On ne gratte plus l'os, on attaque l'os : « **Ça fait peur, surtout pour l'accompagnement des ménages en difficulté.** » Budgets en baisse, les associations de bénévoles « ferment leurs services ». Le risque « de retour en arrière, voire de naufrage » devient réel. Il va falloir « innover. Faire aussi

bien pour moins cher ». Et, « pérenniser l'aide aux associations. Sinon il n'y aura plus personne... »

La copropriété en difficulté

C'était l'un des principaux messages de la réunion à Brest. Avec, notamment, une table ronde autour de la copropriété, de plus en plus souvent en difficulté. Des fragilités individuelles croissantes viennent bloquer l'action collective, dont les travaux de mise aux normes. En Bretagne, essentiellement des copropriétés de petite taille, éparpillées, et « peu intéressantes pour les syndicats », né-

cessitent une intervention publique. Alors, les associations bretonnes sont venues s'inspirer de l'exemple réussi de Brest, où la ville a pris en main ce « dossier très complexe ». Si complexe et coûteux, qu'il faut désormais se concentrer « sur le préventif, plutôt que le curatif », en formant la copropriété, en jouant la médiation. Car il ne faudrait pas oublier, en ces temps où l'on ne parle que finances, qu'il y a trois dettes : la dette financière ; la dette environnementale, mais aussi la dette sociale...

Christophe VIOLETTE.